

MAGASINS GENERAUX

MONTLUCON, le 27 MAI 1970

Ligne de BOURGES à MONTLUCON
Gare de MONTLUCON - EAU
Voie mère n° 1

S/EP concédé à :
STE des MAGASIN GENERAUX
D. 52

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité VB (2 ex.)

- - - -

En application de la note Comptabilité
n° 3224 du 8 Mai 1947, je vous adresse ci-joints
3 exemplaires du traité CCO en date du 1^{er} avril
1970 et de l'accord en date du 1^{er} avril 1970 passé
avec la Société des Magasins Généraux de MONTLUCON
pour régler les conditions d'exploitation et d'occu-
pation du sous-embranchement particulier visé
en marge.

LE CHEF DU 6^e ARROND^e V.B.

Signé : SERRES

Copie à :

- Monsieur le Chef de la 2^{ème} Section (2 ex.)

avec 2 ex. du traité C.C.O. et de l'accord.

MONTLUCON, le 27 MAI 1970

LE CHEF DU 6^e ARROND^e V.B.

Copie à C.

Signé : SERRES

avec 1 ex. du traité CCO et de l'accord.

MONTLUCON, le 27 MAI 1970

LE CHEF DU 6^e ARROND^e V.B.

Signé : SERRES

5.11.26.3.S.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région du Sud-Ouest

T R A I T E

pour l'occupation et la desserte d'un emplacement situé dans la gare de MONTLUCON-EAU et affecté au dépôt de marchandises.

Entre :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est à PARIS, 88, rue St-Lazare, représentée par M. GUERVILLE, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. GUILBERT, Directeur Général de cette Société,

d'une part,

et la Société des Magasins Généraux de MONTLUCON dont le siège est à MONTLUCON-03 Quai de Stalingrad représentée par M. Philippe LEOSPITALIER Président Directeur Général agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été spécialement conférés aux termes de la délibération du Conseil d'Administration du 25 mars 1970

d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

La S.N.C.F. autorise la Société des Magasins Généraux de MONTLUCON qui en a fait la demande, à occuper en gare de MONTLUCON-EAU un emplacement de 297 m² à l'effet d'y établir une voie de sous-embanchement se raccordant à l'embanchement de la Société Economats du Centre.

Les conditions d'exploitation de ce sous-embanchement particulier seront réglées par un accord distinct.

Cette autorisation est accordée aux conditions du Cahier des Conditions Générales d'Occupation et de Desserte d'Emplacements situés dans les gares et affectés au dépôt de marchandises (C.C.O.) (Edition du 4 octobre 1946) dont la Société des Magasins Généraux de MONTLUCON reconnaît avoir pris connaissance et auquel elle déclare se soumettre sans restriction ni réserve.

Ces "Conditions Générales" sont, conformément au préambule du C.C.O., complétées (ou modifiées) comme suit :

ARTICLE I. -

Le minimum de tonnage annuel prévu par l'article premier, § II du C.C.O. est fixé à 594 tonnes.

Nonobstant les dispositions de l'article 1er, § III et IV du C.C.O. il est précisé que le présent traité deviendra caduc en cas de résiliation de l'accord de sous-embanchement visé ci-dessus en préambule et à la date où ledit traité cessera d'avoir effet.

.../...

ARTICLE II. -

Par dérogation aux dispositions de l'article 3 du C.C.O., les conditions de desserte de l'emplacement sont définies dans l'accord de sous-branchement visé au préambule du présent contrat.

ARTICLE III. -

En application de l'article 5, titre B, § I^o du C.C.O. le montant de la redevance annuelle d'occupation est fixé à cent cinquante francs soixante centimes (150.60 F).

ARTICLE IV. -

Révision de la redevance - En cas de variation dans le prix des tarifs marchandises en général, la redevance prévue au présent traité sera modifiée à la même date et dans la même proportion que les prix de ces tarifs.

Cette modification pourra également intervenir en cas d'aménagement de certains tarifs marchandises applicables aux transports commerciaux ayant entraîné une variation appréciable du taux moyen des prix de transport de marchandises, analogue à celle qu'aurait provoquée une modification générale des prix des tarifs marchandises.

ARTICLE V. -

En application de l'article 6 du C.C.O., le montant annuel de la garantie de trafic est fixé à mille trois cent cinquante cinq francs quarante centimes (1355,40 F) (taxes non comprises).

Cette garantie sera remboursée au permissionnaire à raison de 0,228 franc pour chaque tonne de marchandises de toute nature reçue ou expédiée par chemin de fer, dans l'année, sur l'emplacement occupé.

ARTICLE VI. -

Les dispositions de l'article 8 du C.C.O. sont remplacées par les suivantes :

Article 8

Cessation de l'autorisation

I. - Lorsque l'occupation du terrain par le permissionnaire cesse au cours d'une période annale du fait de ce dernier, les redevances restent acquises en totalité à la S.N.C.F. ; si elle cesse du fait de la S.N.C.F., cette dernière rembourse au permissionnaire la part de la redevance annuelle correspondant à la période de non jouissance.

II. - A la date d'expiration ou de résiliation de l'autorisation, l'emplacement occupé par le permissionnaire doit être entièrement libéré des installations mobilières, du matériel et des marchandises existant sur l'emplacement occupé. Toutefois, ces mêmes biens ne peuvent être cédés à des tiers ou enlevés par le propriétaire qu'après le paiement de toutes sommes dues à la S.N.C.F. par le permissionnaire, par application de l'autorisation ; ils constituent un gage de la créance de la S.N.C.F. qui peut en poursuivre la réalisation en cas de non paiement.

.../...

III. - Lors de la cessation de l'autorisation pour quelque cause que ce soit, la S.N.C.F. aura le choix entre la possibilité de mettre le permissionnaire en demeure de remettre totalement ou partiellement les lieux dans leur état primitif, et celle d'accéder, sans indemnité pour ledit permissionnaire, à la propriété de tout ou partie des installations et anénagements édifiés sur l'emplacement. Lorsque la S.N.C.F. entendra exiger la remise des lieux dans leur état primitif et lorsque le permissionnaire ne se sera pas exécuté 8 jours après l'expiration du délai qui lui aura été imparti sur notification par lettre recommandée avec accusé de réception, la S.N.C.F. aura la faculté de poursuivre la démolition et de libérer l'emplacement aux frais du permissionnaire sans préjudice de dommages et intérêts, s'il y a lieu.

ARTICLE VII. -

Le présent traité qui annule et remplace le traité du 31 mars 1953 entrera en vigueur le premier avril 1970. Il ne deviendra définitif qu'après approbation par l'Administration Supérieure.

Fait en double exemplaire, à MONTLUÇON, le Premier avril
mil neuf cent soixante dix.

LE REPRESENTANT de la S.N.C.F.,

signé NEGRIER

Signé : LHOSPITALIER

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Région du SUD - OUEST

A C C O R D

relatif à l'établissement et à l'exploitation du sous-embranchement de la Société des Magasins Généraux de MONTLUCON, relié à l'embranchement particulier de la Société ECONOMATS du CENTRE situé en gare de MONTLUCON-EAU.

Entre :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français dont le siège est à PARIS, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. GUERVILLE, Directeur de la Région Sud-Ouest, agissant par délégation de M. GUIBERT, Directeur Général de la dite Société;

d'une part

et la Société des Magasins Généraux de MONTLUCON dont le siège est à MONTLUCON - 03, Quai de Stalingrad, représentée par M. Philippe LHOSPITALIER Président Directeur Général de la dite Société, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été spécialement conférés aux termes de la délibération du Conseil d'Administration du 25 Mars 1970;

d'autre part;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

La Société ECONOMATS du CENTRE, propriétaire d'un embranchement particulier établi à la gare de MONTLUCON et régi par un traité en date du 28 Septembre 1968 a demandé à la S.N.C.F. d'autoriser la Société des Magasins Généraux à établir sur le dit embranchement, un sous-embranchement destiné à desservir des Entrepôts de marchandises diverses.

La S.N.C.F. accepte cette demande et les parties sont d'accord pour que l'établissement et l'exploitation du sous-embranchement aient lieu aux conditions ci-dessous.

Le sous-embranchement prendra naissance à quelques mètres de l'origine de l'embranchement de la Société ECONOMATS du CENTRE.

Les wagons à destination ou en provenance du sous-embranchement seront livrés et enlevés en même temps que ceux de l'embranchement de la Société ECONOMATS du CENTRE.

Les transports effectués par la Société sous-embranchée seront taxés dans les mêmes conditions que ceux effectuée par la Société embranchée.

Les indemnités prévues au tarif n° 102, y compris, le cas échéant, les redevances de séjour de matériel, seront payées par la Société des Magasins Généraux de MONTLUCON.

Les allocations prévues au Tarif n° 102 seront versées à la Société des Magasins Généraux de MONTLUCON.

Enfin, la Société des Magasins Généraux de MONTLUCON s'engage à se conformer à toutes les clauses, conditions et obligations du traité du 28 Septembre 1968 précité, clauses et conditions dont elle déclare avoir parfaite connaissance.

Cet accord annule et remplace l'accord en date du 1er Juillet 1953.

Fait double à MONTLUCON, le premier ~~Avril~~ ^{Avril} mil neuf cent soixante dix.

Le Représentant de la S.N.C.F.,

signé : NEGRIER

signé LHOSPITALIER